

Le plan de relance devra être proportionné et ciblé

« La principale source de scepticisme face aux plans visant à relancer l'activité économique en période de récession réside

dans le fait qu'une fraction importante de chaque franc dépensé dans une petite économie ouverte comme celle de la Suisse l'est en biens et services importés, avec des retombées faibles sur l'économie locale. En jargon keynésien, l'effet multiplicateur des dépenses publiques est petit. Cependant, le caractère global de la récession en cours altère légèrement la perspective: financer un plan de relance c'est participer à un effort collectif international; même si le bénéfice principal est pour nos voisins, nous bénéficions en retour des plans de relance qu'eux-mêmes ont décidés. Il n'en reste pas moins que l'argent public est cher et qu'un certain nombre de questions doivent être posées. Tout d'abord, la taille du plan de relance doit être adaptée à la chute de l'activité économique pressentie: il serait absurde d'essayer de générer avec les deniers publics un boom économique en Suisse par simple solidarité internationale! Le chiffre de 2% du PIB utilisé par le Prix Nobel Paul Krugman et le FMI comme indicateur de taille est adapté à la chute de l'activité économique pressentie aux Etats-Unis, il ne l'est pas pour la Suisse, du moins à la lumière des dernières prévisions. Ce qui ne veut pas dire qu'une réflexion sur des mesures contingentes à mettre en

œuvre en fonction d'une éventuelle détérioration de la situation ne soit pas justifiée, bien au contraire. Il faut aussi se préoccuper de la cible. Idéalement, l'argent public devrait être utilisé pour stimuler les secteurs les plus affectés par la crise. La difficulté tient ici dans ce que c'est la demande extérieure, adressée à nos industries d'exportation, qui est le premier moteur de la récession qui nous atteint et qu'il y a peu de choses que nous puissions réellement faire pour contrer directement cette baisse de la demande externe. Plutôt qu'en termes de secteurs, on peut alors penser en termes de personnes. Le meilleur pari, que ce soit sur le plan de l'efficacité ou celui de l'équité, est de cibler directement ceux qui sont touchés: les chômeurs, ou ceux qui risquent de l'être. Dans cette double perspective, renforcer les allocations chômage en niveau et en durée, et assouplir les conditions de soutien au chômage partiel sont deux mesures qui ont tout pour elles, pourvu qu'elles soient temporaires. Quid de mesures générales de réduction d'impôt? Elles ont l'avantage de produire potentiellement des effets rapides. Encore faut-il qu'elles conduisent vraiment à une augmentation des dépenses de consommation ou, à défaut, qu'elles empêchent leur diminution. Elles pourraient se justifier parce que le pessimisme ambiant risque en effet d'entraîner une hausse de l'épargne de précaution et donc un affaiblisse-

ment de la consommation. Il y a néanmoins de bonnes raisons de leur préférer une utilisation des deniers publics pour renforcer le capital du pays. L'augmentation de la dette publique a alors une contrepartie, au bénéfice des générations futures qui devront la prendre en charge. Dans cette perspective, des aides à la rénovation écologique des bâtiments et au renforcement des infrastructures de transport sont parfaitement indiquées, sous réserve que les capacités de production correspondantes soient au rendez-vous. Certaines de nos industries tournent encore à un niveau proche de la capacité; un plan de relance mal calibré pourrait être largement gaspillé dans un allongement des carnets de commandes, voire une simple augmentation des prix sans effet sur l'activité réelle.

Le meilleur pari, que ce soit sur le plan de l'efficacité ou celui de l'équité, est de cibler directement ceux qui sont touchés

CHRONIQUE

JEAN-PIERRE DANTHINE
PROFESSEUR D'ECONOMIE, UNIL,
DIRECTEUR DU SWISS FINANCE
INSTITUTE





COPIERS

SOUTIEN Des aides à la rénovation écologique des bâtiments pourraient être une bonne façon d'utiliser les deniers publics pour soutenir l'économie du pays.